

TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2020)

Concept Audit Et Associes

1-3, rue du Départ
75014 Paris

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels****(Exercice clos le 31 décembre 2020)**

A l'Assemblée générale de la société
TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE
11 rue du Colisée
75008 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la « note 3 Evènements post-clôture » de l'annexe des comptes sociaux concernant les incidences de la crise Covid-19.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

1. Evaluation des titres de participation

Risque identifié

Au 31 décembre 2020, le montant des titres de participation s'élève à 6 898 milliers d'euros en valeur nette pour un total bilan de 9 113 milliers d'euros.

Comme indiqué dans la note 4.2 de l'annexe, la valeur d'utilité est estimée par la direction sur la base de la valeur des capitaux propres à la clôture de l'exercice des entités concernées, de leur niveau de rentabilité et de leurs prévisions d'activité.

L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées, éléments qui peuvent correspondre selon le cas à des éléments historiques (les capitaux propres), ou à des éléments prévisionnels (perspectives de rentabilité).

La concurrence et l'environnement économique auxquels sont confrontées certaines filiales, ainsi que l'implantation géographique de certaines d'entre elles, peuvent entraîner une baisse de leur activité et une dégradation de leur résultat opérationnel.

Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments et notamment à la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit.

Réponses apportées lors de notre audit

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à vérifier que l'estimation de ces valeurs déterminées par la direction est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés et, selon les titres concernés, à :

- vérifier pour les évaluations reposant sur des éléments historiques que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante ;
- obtenir pour les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels les prévisions de flux de trésorerie et d'exploitation des activités des entités concernées établies par leurs directions opérationnelles et apprécier leur cohérence avec les données prévisionnelles établis sous le contrôle de leur direction générale pour chacune de ces activités.
- vérifier la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes ;
- comparer les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés ;

Au-delà de l'appréciation des valeurs d'utilité des titres de participation, nos travaux ont consisté également à :

- apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres de participation ;
- vérifier la comptabilisation d'une provision pour risques dans les cas où la société est engagée à supporter les pertes d'une filiale présentant des capitaux propres négatifs.
- apprécié le coût moyen pondéré du capital retenu sur la base de l'observation du marché.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration arrêté le 28 avril 2021 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport du Conseil d'Administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude

significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 28 avril 2021

Le Commissaire aux comptes

Concept Audit & Associés

Laurence LE BOUCHER

Travel Technology Interactive SA

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	5 880	5 880			
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 868 304	1 274 384	593 920	128 832	465 088
Autres immobilisations corporelles	19 493	16 998	2 495	0	2 495
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	14 492 002	7 593 800	6 898 202	6 898 202	
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	13 196		13 196	13 196	
TOTAL (I)	16 398 875	8 891 062	7 507 813	7 040 230	467 583
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés	278 356		278 356	743 881	- 465 525
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs				2 689	- 2 689
. Personnel					
. Organismes sociaux	1 495		1 495	440	1 055
. Etat, impôts sur les bénéfices					
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	112 787		112 787	45 110	67 677
. Autres	534 230		534 230	1 472 545	- 938 315
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement				100	- 100
Disponibilités	362 124		362 124	989 083	- 626 959
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Charges constatées d'avance	27 352		27 352		27 352
TOTAL (II)	1 316 343		1 316 343	3 253 848	-1 937 505
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V)	288 473		288 473	195 424	93 049
TOTAL ACTIF (0 à V)	18 003 691	8 891 062	9 112 630	10 489 503	-1 376 873

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 2 195 229)	2 195 229	2 008 047	187 182
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	5 276 557	5 113 443	163 114
Ecarts de réévaluation			
Réserve légale	209 905	209 905	
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau	-379 508	-487 854	108 346
Résultat de l'exercice	-893 853	108 346	-1 002 199
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées	70 169	70 169	
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	6 478 499	7 022 055	- 543 556
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques	288 473	195 424	93 049
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	288 473	195 424	93 049
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles		2 612 000	-2 612 000
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts		65 300	- 65 300
. Découverts, concours bancaires			
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers			
. Associés	1 531 940	134 611	1 397 329
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	662 013	328 114	333 899
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	7 559	7 433	126
. Organismes sociaux	69 418	22 390	47 028
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	46 393	71 736	- 25 343
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	18 847	19 145	- 298
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9 487	9 487	
Autres dettes	1	33	- 32
Instrument financiers à terme			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	2 345 658	3 270 249	- 924 591
Écart de conversion et différences d'évaluation passif(V)		1 775	- 1 775
TOTAL PASSIF (I à V)	9 112 630	10 489 503	-1 376 873

	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)		Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services	426 534		426 534	659 134	- 232 600	-35,29
Chiffres d'affaires Nets	426 534		426 534	659 134	- 232 600	-35,29
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation						
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			503		503	N/S
Autres produits			0	510	- 510	-100
Total des produits d'exploitation (I)			427 038	659 643	- 232 605	-35,26
Achats de marchandises (y compris droits de douane)						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			387 682	432 275	- 44 593	-10,32
Impôts, taxes et versements assimilés			5 212	5 407	- 195	-3,61
Salaires et traitements			188 929	236 681	- 47 752	-20,18
Charges sociales			76 216	115 252	- 39 036	-33,87
Dotations aux amortissements sur immobilisations			305 792	165 383	140 409	84,90
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant						
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Autres charges			1 963	2 020	- 57	-2,82
Total des charges d'exploitation (II)			965 794	957 018	8 776	0,92
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			-538 756	-297 375	- 241 381	81,17
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations			1 286	571 548	- 570 262	-99,77
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés			0			
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)			1 286	571 548	- 570 262	-99,77
Dotations financières aux amortissements et provisions			93 049	29 468	63 581	215,76
Intérêts et charges assimilées			263 160	135 994	127 166	93,51
Différences négatives de change			174	364	- 190	-52,20
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)			356 383	165 826	190 557	114,91
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-355 096	405 722	- 760 818	187,52
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			-893 853	108 346	-1 002 199	925,00

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2020 <small>(12 mois)</small>	Exercice précédent 31/12/2019 <small>(12 mois)</small>	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (VII)				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VIII)				
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)				
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)				
Total des Produits (I+III+V+VII)	428 324	1 231 191	- 802 867	-65,21
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	1 322 177	1 122 845	199 332	17,75
RESULTAT NET	-893 853	108 346	-1 002 199	925,00
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier	9 440	8 996	444	4,94

Compte de résultat

SOMMAIRE

1.	Informations générales	7
2.	Faits caractéristiques de l'exercice	7
3.	Evénements post-clôture	8
4.	Règles et méthodes comptables	8
4.1.	Immobilisations corporelles	8
4.2.	Immobilisations financières	8
4.3.	Créances	9
4.4.	Opérations en devises	9
4.5.	Indemnité de départ en retraite	9
5.	Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat	10
5.1	Etat des immobilisations	10
5.2	Etat des amortissements	10
5.3	Etat des provisions sur actifs	11
5.4	Etat des échéances des créances	11
5.5	Produits et avoirs à recevoir	11
5.6	Parties liées	12
5.7	Capitaux propres	12
5.7.1	Composition du capital social	12
5.7.2	Variation des capitaux propres	12
5.7.3	Provisions pour risques et charges	13
5.7.4	Etat des dettes	13
5.8	Charges à payer et avoirs à établir	14
5.9	Ventilation du chiffre d'affaires net	14
5.10	Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	14
5.11	Crédit-bail mobilier	14
5.12	Résultat exceptionnel	14
6.	Engagements financiers et autres informations	15
6.1	Engagements donnés et reçus	15
6.2	Accroissements et allègements de la dette future d'impôts	15
6.3	Effectif moyen	16
6.4	Rémunérations des dirigeants	16
6.5	Honoraires perçus par les Commissaires aux comptes	16
6.6	Tableau des filiales et participations	17
6.7	Résultats des 5 derniers exercices	17

ANNEXE

1. Informations générales

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 28 avril 2021. Ils comprennent :

- Le bilan
- le compte de résultat
- l'annexe au bilan avant affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020 dont le total est de 9 112 630 euros au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de – 893 853 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

2. Faits caractéristiques de l'exercice

➤ Remboursement des emprunts obligataires

La société a remboursé les 2 emprunts obligataires pour un montant global de 2 677 299 €

➤ Exercice de BSA

Au cours de l'exercice, il a été exercé 727 515 Bons de Souscription d'Actions (BSA) qui ont donné lieu à une émission de 668 507 actions nouvelles.

Il en résulte une augmentation de capital de 187 182 €uros et une prime d'émission de 163 114 €uros.

Après prise en compte de ces opérations, le capital social ressort à un montant de 2 195 228 €uros.

➤ Epidémie de COVID 19 et impact de la crise sanitaire sur la société

L'épidémie de COVID 19 a eu des effets négatifs sur l'évolution de l'activité des filiales du Groupe. La société a eu recours au chômage partiel et obtenu un montant d'aide sur la période de 33 K€

3. Evénements post-clôture

La Société est vigilante et évalue régulièrement les risques que la crise sanitaire actuelle fait peser sur l'économie en général et sur les récupérations de son activité future.

A ce stade, la Société Travel Technology Interactive n'est pas en mesure d'évaluer l'impact de l'épidémie de Covid-19, notamment sur ses flux de trésorerie à court terme.

4. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément au règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au plan comptable général, homologué par arrêté ministériel du 26 décembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses et principes comptables suivants :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

4.1. Immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond au coût d'acquisition et aux frais accessoires.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire considéré comme économiquement justifié, en fonction de la nature de l'investissement et selon les durées d'utilisation suivantes :

Matériel et outillage industriels	de 03 à 05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

4.2. Immobilisations financières

Les immobilisations financières représentent les dépôts et cautionnements ainsi que les titres de participation.

- *Titres de participation :*

Les titres de participation sont enregistrés à leur valeur d'acquisition.

A la clôture de l'exercice, la valeur brute des titres de participation est comparée à la valeur d'utilité pour l'entreprise, déterminée par rapport à la valeur économique estimée de la filiale et en considération des motifs sur lesquels reposait la transaction d'origine. Cette valeur d'utilité est déterminée en fonction d'une analyse multicritères tenant compte notamment des projections de flux de trésorerie futurs, de l'actif ré-estimé, de la quote-part de capitaux propres réévalués et d'autres méthodes en tant que besoin.

Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

La valeur d'usage des actifs auxquels il est possible de rattacher des flux de trésorerie indépendants est déterminée selon la méthode des flux futurs de trésorerie :

- les flux de trésorerie sont issus de résultats prévisionnels à 5 ans élaborés par la direction du Groupe,
- le taux d'actualisation est déterminé sur la base d'un coût moyen pondéré du capital.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- ***Autres immobilisations financières :***

Il s'agit essentiellement des dépôts et cautionnements.

4.3. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les provisions pour créances douteuses sont déterminées en fonction du risque encouru selon l'état des dossiers.

4.4. Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. L'écart de conversion qui résulte de la valorisation des dettes et créances en devises est inscrit en compte de régularisation, à l'actif s'il s'agit d'une perte latente et au passif s'il s'agit d'un profit latent.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

4.5. Indemnité de départ en retraite

Les droits acquis par les salariés au titre des indemnités de départ à la retraite déterminées en fonction de leur ancienneté ne sont pas provisionnés mais font l'objet d'une évaluation donnée en engagements hors bilan. Compte tenu de l'ancienneté de la société et de l'âge des salariés, le montant n'est pas significatif.

5. Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat

5.1 Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst	Diminution	Valeur brute des immobilisations en fin d'exercice
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles	5 880			5 880
Installation techniques et matériels industriels	1 097 651	770 653		1 868 304
Autres installations, agencements, aménagements	9 950			9 950
Matériel de transport	-			-
Matériel de bureau, informatique, mobilier	6 821	2 722		9 543
Immobilisations corporelles en cours	-			-
Avances et acomptes	-			-
Total des immobilisations corporelles	1 114 422	773 375	-	1 887 797
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations	14 492 002			14 492 002
Autres titres immobilisés	-			-
Prêts et autres immobilisations financières	13 196			13 196
Total des immobilisations financières	14 505 198	-	-	14 505 198
TOTAL GENERAL	15 625 500	773 375	-	16 398 875

5.2 Etat des amortissements

	Amortissement au début de l'exercice	Dotations exercice	Diminution	Amortissement à la clôture
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles	5 880			5 880
Installations techniques et matériels industriels	968 819	305 565		1 274 384
Autres installations, agencements, aménagements	9 950			9 950
Matériel de transport				-
Matériel de bureau, informatique, mobilier	6 821	227		7 048
Immobilisations corporelles en cours				-
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	985 590	305 792	-	1 291 382
TOTAL GENERAL	991 470	305 792	-	1 297 262

5.3 Etat des provisions sur actifs

PROVISIONS & DEPRECIATIONS	Début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions	Fin exercice
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation	7 593 800			7 593 800
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients				
TOTAL Dépréciations	7 593 800	0	0	7 593 800
Exploitation				
Financier		0		
Exceptionnel				

La provision sur titres de participation pour un montant de 7 593 800 € est constituée pour couvrir la situation nette de la société TTI France pour 3 916 800 € et TTI do Brasil pour 3 677 000 €.

5.4 Etat des échéances des créances

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Autres immobilisations financières	13 196		13 196
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	278 356	278 356	
Créances représentatives de titres prêtés		0	
Personnel et comptes rattachés	1 495	1 495	
Etat et autres collectivités publiques :		0	
- Impôts sur les bénéfices		0	
- T.V.A	112 787	112 787	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés		0	
- Divers		0	
Groupe et associés	534 172	534 172	
Débiteurs divers	57	57	
Charges constatées d'avance	27 352	27 352	
TOTAL GENERAL	967 415	954 219	13 196
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

5.5 Produits et avoirs à recevoir

Le montant des produits à recevoir au 31 décembre 2020 est de 1 495 euro et correspond à l'indemnité de chômage partiel de décembre encaissé au mois de janvier 2021.

5.6 Parties liées

(entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes et créances représentées par des effets de commerce
	Liées	avec lesquelles la société à un lien de participation	
Créances clients et comptes rattachés	277 270	1 081	
Autres créances	534 156		
Emprunts et dettes financières diverses	961 989	569 951	
Dettes fournisseurs	532 840		
Chiffre d'affaires	426 252	282	
Produits de participation			
Autres produits financiers	1 286		
Charges financières	3 302	27 163	

5.7 Capitaux propres

5.7.1 Composition du capital social

En milliers d'euros	31/12/2019	Augmentation	Diminution	31/12/2020
Nb d'actions	7 171 595,00	668 507,00		7 840 102,00
Valeur nominale	0,28	0,28	0,28	0,28
Capital social	2 008 046,60	187 181,96	-	2 195 228,56

Au cours de l'exercice, la société n'a procédé à aucun mouvement sur des actions propres.

5.7.2 Variation des capitaux propres

En €uro	31/12/2019	Affectation / résultat	Réduction de capital	Emission de BSA	31/12/2020
Capital	2 008 046			187 182	2 195 228
Prime d'émission	4 485 060			163 114	4 648 174
Prime de fusion	628 382				628 382
Réserve légale	209 905				209 905
Autres réserves	-	-			-
Report à nouveau	487 855	108 346			379 509
Acompte sur dividende	-				-
Résultat	108 346	108 346			-
Amortissement dérogatoire	70 169				70 169
TOTAL	7 022 053	-	-	350 296	7 372 349

Résultat au 31/12/2020 - 893 853
Total des capitaux propres : 6 478 496

Au cours de l'exercice, il a été exercé 727 515 Bons de Souscription d'Actions (BSA) qui ont donné lieu à une émission de 668 507 actions nouvelles.

L'exercice des BSA s'est traduit par une augmentation de capital de 187 182 €uro et par une prime d'émission de 163 114 €uro.

Dans le cadre du suivi des BSA en circulation, l'évolution est la suivante :

Nombre de BSA disponible à l'ouverture	4 898 725
BSA exercés sur l'exercice	-727 515
BSA non exercés et devenus caduques sur l'exercice	-1 062 912
Nombre de BSA disponible à la clôture	3 108 298
Nombre total d'action potentiellement à créer	1 554 149

5.7.3 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées en conformité avec le règlement sur les passifs (CRC n°2000-06). Ce règlement définit un passif comme un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions	Fin exercice
Amortissements dérogatoires	70 169			70 169
TOTAL Provisions réglementées	70 169			70 169
Provision pour perte de change	195 424	93 049		288 473
TOTAL Provisions	195 424	93 049	0	288 473
TOTAL GENERAL	265 593	93 049	0	358 642
Exploitation				
Financier		93 049	0	
Exceptionnel				

5.7.4 Etat des dettes

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires		0		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :		0		
- à 1 an maximum		0		
- plus d'un an		0		
Emprunts et dettes financières diverses		0		
Fournisseurs et comptes rattachés	662 013	662 013		
Personnel et comptes rattachés	7 559	7 559		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	69 418	69 418		
Etat et autres collectivités publiques :		0		
- Impôts sur les bénéfices		0		
- T.V.A	46 393	46 393		
- Obligations cautionnées		0		
- Autres impôts et taxes	18 847	18 847		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9 487	9 487		
Groupe et associés	1 531 940	1 531 940		
Autres dettes	1	1		
Produits constatés d'avance		0		
TOTAL GENERAL	2 345 658	2 345 658	0	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 677 299			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

5.8 Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	72 636
Dettes fiscales et sociales	32 360
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	12 122
TOTAL	117 118

5.9 Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	
Ventes de produits finis	
Prestations de services	426 534
TOTAL	426 534

Répartition par marché géographique	Montant
France	230 058
Etranger	196 476
TOTAL	426 534

5.10 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	-893 853	
Résultat exceptionnel (et participation)		
Résultat comptable	-893 853	

5.11 Crédit-bail mobilier

Néant

5.12 Résultat exceptionnel

Néant

6. Engagements financiers et autres informations

6.1 Engagements donnés et reçus

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus Avals et cautions Engagements en matière de pensions Autres engagements donnés :	
TOTAL	0
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Avals, cautions et garanties Autres engagements reçus :	0
TOTAL	0
Dont concernant : - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

6.2 Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Nature des différences temporaires	Montant
ACCROISSEMENTS	
Provisions règlementées : Organic	0
TOTAL	0
ACCROISSEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS	
ALLEGEMENTS	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation : Organic	
TOTAL	
ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS	
Base Amortissements réputés différés Déficits reportables Moins-values à long terme	3 440 543

6.3 Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	4	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés		
Ouvriers		
TOTAL	4	

6.4 Rémunérations des dirigeants

Les mandataires sociaux de la Société ont perçu 120 K€ (salaires bruts cumulés et prestations de services) au cours de la période

6.5 Honoraires perçus par les Commissaires aux comptes

	2020	2019
<i>En milliers d'Euros</i>		
Commissariat aux comptes (comptes annuels et consolidés)	13	13
Missions accessoires		
Sous-total	13	13
Autres prestations le cas échéant		
Sous-total	0	0
TOTAL	13	13

6.6 Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Prêts et avances consenties par la filiale	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
Travel Technology Interactive do Brasil	130 792	349 503	99,99%	7 801 618	4 124 618	815 806				
Travel Technology Interactive France SAS	271 680	895 137	100,00%	6 680 314	2 763 514		947 107	1 724 669	453 419	
Travel Technology Interactive Americas Corp	9 486	- 255 806	100,00%	9 487	9 487		53 822			
Travel Technology Interactive Asia	540	- 245 978	100,00%	583	583		150 696			
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										

6.7 Résultats des 5 derniers exercices

Art : 133 et 148 du décret sur les sociétés commerciales

Nature des Indications / Périodes	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Durée de l'exercice	12 mois				
I - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	2 195 228	2 008 047	1 882 403	1 543 454	1 362 328
b) Nombre d'actions émises	7 840 102	7 171 595	6 722 868	5 512 336	4 865 461
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
II - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	426 534	659 134	494 563	713 849	600 298
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	-495 012	273 730	36 524	-397 599	59 689
c) Impôt sur les bénéfices					
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	-495 012	273 730	36 524	-397 599	59 689
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	-893 853	108 347	144 431	-678 901	92 542
f) Montants des bénéfices distribués					
III - Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements	-0.06	0.04	0.01	- 0.07	0.04
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions	-0.11	0.02	0.02	- 0.12	0.02
c) Dividende versé à chaque action					
IV - Personnel :					
a) Nombre de salariés	4	5	5	5	5
b) Montant de la masse salariale	188 929	236 681	254 318	261 946	170 879
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	76 216	115 252	109 099	107 751	98 580